

La Presse

1. La Presse. 1838-10-26.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

ANNONCES
1 franc 50 centimes la ligne,
RUE SAINT-GEORGES, 16.



LA PRESSE

ADONNEMENTS
Datent des 1^{er} et 15 du mois,
RUE SAINT-GEORGES, 16.

Paris, 25 octobre.

On sait ce que nous pensons de la réforme électorale. Nous croyons qu'il faut la considérer surtout du côté des produits qu'elle amènerait, et il doit être démontré pour tous qu'il n'existe pas de génies inconnus, par le temps de publicité où nous sommes. La France, battue en tout sens, ne donnerait pas trois hommes capables de plus que nous n'en possédons, et en vérité, il serait insensé de se mettre deux ou trois millions pour une si mince besogne.

En outre, considérons que cette politique des cohues et des votes en plein air, est une vieilleries renouvelées des Grecs et des Romains, bonne seulement pour l'époque où une ville constituait un état, et où les nations, qui tenaient entre quatre murailles, s'enfermaient à double tour chaque soir en se mettant au lit. On comprend le suffrage universel à Athènes, parce qu'Athènes, ville à peu près aussi grande que Saint-Denis ou que Poissy, ne contenait pas quatre citoyens qui ne se connaissent intimement; on le comprend à Argos, à Corinthe, à Thèbes, à Rome même jusqu'aux guerres puniques, parce que les affaires de ces villes, qui étaient autant de nations, se traitaient comme se traitent les affaires des villes actuelles, c'est-à-dire par des sénats qui étaient absolument la même chose que nos conseils municipaux, avec quelques attributions de plus; mais vouloir appliquer le suffrage universel à six mille villes à la fois, et à tout un pays comme la France, c'est prouver qu'on a besoin d'une dose d'ellébore dans les plus gigantesques proportions.

Ceci est bien plus fort encore, lorsqu'on a la prétention d'allier la souveraineté légitime du nombre, dont le suffrage universel est l'expression, à la souveraineté légitime d'une race royale, c'est-à-dire lorsqu'on veut mettre en présence et faire vivre ensemble deux souverainetés égales et d'origine opposée. Or, ceci est justement la prétention de la *Gazette de France*. Nous ne voudrions pas qualifier pour notre compte une pareille façon de contenter à la fois les royalistes et les républicains, d'être oiseau et souris, et de déployer un drapeau blanc doublé d'étoffe rouge; mais M. Henri de Bonald la qualifie ce matin dans la *France*, en lui donnant le nom d'*insigne charlatanisme*. Nous ajouterons que l'expression ne nous paraît pas excessive.

Oui, c'est une idée étrange, pour ne pas lui donner d'autre nom, de se dire royaliste légitimiste, c'est-à-dire royaliste avec une dynastie plutôt qu'avec une autre, et de prêcher le suffrage universel; de proclamer d'un côté le droit absolu d'une famille, et de l'autre le droit absolu des habitants d'un pays, au gouvernement de ce même pays; car enfin, en mettant cette politique à l'épreuve, il peut arriver que les habitants du pays se prononcent sur certaines matières contre l'avis de la famille régnante, ou que la famille régnante se prononce sur cette même matière contre le vœu du pays; laquelle des deux souverainetés l'emportera, puisque deux souverainetés absolues sont toujours nécessairement égales?

Oui, c'est une idée plus étrange encore, de se dire catholique, et de faire semblant de défendre le catholicisme par un journal, par des publications et même par une profession ecclésiastique, et de battre en brèche, en prêchant l'égalité absolue des droits, les idées d'hérarchie et de classement selon la discipline, qui sont la base de l'église catholique; c'est une contradiction inouïe, où, comme le dit M. Henri de Bonald, un *insigne charlatanisme*, d'ad-

mettre à la fois l'autorité absolue du pape et l'autorité absolue des fidèles. Calvin et Luther soutenaient bien aussi l'autorité individuelle; mais Luther et Calvin ne disaient pas la messe, comme M. de Genoude. M. de Lamennais, qui s'est attiré et qui a attiré les censures de Rome, n'a jamais dit un mot de plus que ce qui est très nettement contenu dans les principes de la *Gazette*; et nous croyons en conscience M. de Genoude, soi-disant prêtre catholique, aussi calviniste que Calvin.

Nous n'en voulons pas au journal de M. de Genoude d'être révolutionnaire en politique, et d'être schismatique en religion; nous laissons les gens libres de leurs idées et de leurs allures; mais nous gémissons de voir des natures amphibies, qui voudraient être tout, et qui n'osent être rien.

Vous êtes pour la souveraineté de la multitude, et vous voulez le suffrage universel, à la bonne heure! C'est un peu absurde et rebattu; mais c'est égal, tout le monde ne peut pas avoir du bon sens et des idées droites; mais au moins, n'allez pas réclamer en même temps une dynastie légitime, et ne vous montrez pas si difficile vis-à-vis d'une branche qui a toujours l'avantage d'être branche cadette, ce qui est déjà quelque chose même aux yeux d'un légitimiste; et puis qui a d'un autre côté l'avantage de l'acceptation régulière par les corps régulièrement constitués du royaume, ce qui est encore beaucoup aux yeux de ceux qui prient les suffrages du nombre. La *Gazette de France* devrait donc aimer doublement la dynastie d'Orléans; comme légitimiste, elle y trouve une branche de la postérité d'Henri IV, branche cadette, il est vrai, mais Henri IV n'était-il pas lui-même d'une branche cadette de la maison de Bourbon? Comme partisan des volontés populaires, elle y trouve encore l'expression de la révolution de juillet; en un mot, elle peut l'aimer comme Bourbon, et quoique Bourbon.

Vous êtes pour la souveraineté d'une famille, et vous voulez la royauté de Henri V? Nous comprenons encore cette préférence, quoique nous ne voyions pas très nettement l'avantage d'une dynastie qui n'a qu'un rejeton, sur une dynastie, même puînée, qui en a cinq; mais alors ne donnez pas la main aux fauteurs de la république, qui ne veulent pas de votre dynastie; ne vous cherchez pas des alliés que vous devez trahir, si vous aimez votre cause, et qui doivent vous trahir, s'ils aiment la leur; vous, royalistes, vous, prêtres, ne donnez pas à la chrétienté et au monde le spectacle d'un mensonge commis sciemment et après réflexion; royalistes, n'oubliez pas la vieille chevalerie qui déclarait les menteurs infâmes; prêtres, souvenez-vous de Judas, qui était le disciple de Dieu, et l'ami de ses bourreaux.

La presse française a été si souvent induite en erreur par la *Gazette d'Augsbourg*, qu'elle devrait bien savoir à quoi s'en tenir aujourd'hui sur la valeur de cette *publicité-omnibus*, où viennent se confondre, au milieu de quelques nouvelles vraies et puisées à bonne source, tous les faux bruits qui circulent ou que l'on peut avoir intérêt à accréditer. Nous ne sachions pas de projets ridicules, de faits controvérsés, d'erreurs puériles, de combinaisons fantastiques, dont la *Gazette d'Augsbourg* ne puisse assez légitimement réclamer la propriété, quoique les journaux français, il faut bien le dire, aient en cette matière rendu difficile la constatation des droits d'auteur. Du reste, nous n'accusons point la feuille allemande: elle se donne pour ce qu'elle vaut; elle reçoit de toutes mains, et ne prétend nullement à l'infailibilité. Mais il serait bien temps que

la presse de ce pays-ci, qui se pique de remplir une mission plus sérieuse, mit un peu plus de discernement et de soin dans les emprunts qu'elle fait à cette feuille.

Presque tous les journaux, par exemple, se sont emparés d'un article qu'elle a publié, et d'après lequel la France serait sur le point d'évacuer Ancône, à la demande de l'Autriche, et par reconnaissance de l'appui que notre cabinet aurait trouvé auprès du gouvernement impérial à l'occasion de l'affaire suisse.

Les termes seuls de cet article trahissent l'ignorance la plus complète des faits qui ont amené l'occupation d'Ancône, et des stipulations diplomatiques qui l'ont plus tard consacrée. L'Autriche n'a absolument rien à nous demander ni à nous proposer pour tout ce qui touche à cette occupation. Le pape seul aurait qualité pour nous faire des ouvertures. C'est le Saint-Siège qui, en 1832, lors de l'insurrection des Romagnols, a appelé l'Autriche au secours de ses troupes partout vaincues. Il n'avait pas appelé la France; mais Casimir Périer, par une de ces déterminations hardies qui caractérisaient sa politique, envoya une poignée de soldats français s'emparer de la belle position d'Ancône, afin que l'influence autrichienne ne fût pas la seule à intervenir dans les destinées de l'Italie. A la suite de cette double intervention, un arrangement fut conclu entre le Saint-Père, la France et l'Autriche; arrangement dont la clause principale était ainsi conçue: « Aussitôt que le gouvernement papal n'aura plus besoin des secours qu'il a demandés aux troupes impériales, le Saint-Père priera S. M. I. de les retirer; en même temps les troupes françaises évacueront Ancône par eau. »

Ainsi, on le voit, l'évacuation d'Ancône par la France est entièrement subordonnée à l'évacuation des Légations par l'Autriche. C'est une condition prévue, stipulée, acceptée d'avance par les parties. De plus, c'est le pape qui est seul juge de l'opportunité de cette évacuation simultanée. Le cabinet autrichien se trouve là absolument sur le même pied que le cabinet français; il n'a aucune initiative à prendre à notre égard.

A l'époque où cet arrangement fut conclu, la *Gazette d'Augsbourg* le publia, ainsi que la plupart des journaux français. Comment donc ont-ils pu oublier à ce point des faits dont la date n'est pourtant pas encore fort ancienne? Comment viennent-ils aujourd'hui, sur la foi de je ne sais quels nouvellistes désoeurés, répéter pour la centième fois la nouvelle de notre prochaine évacuation, et bâtir sur ce fait, qui très probablement n'est pas plus vrai en ce moment que par le passé, des commentaires blessants pour la dignité de la politique française? Qu'une gazette allemande jette cela comme autre chose à la badauderie de ses lecteurs cosmopolites, c'est tout simple. Quel sentiment la retiendrait? Mais des journaux français ne devraient-ils pas avoir plus de mémoire, ou, à défaut de mémoire, plus de patriotisme? Suffit-il d'en vouloir au ministère de son succès dans l'affaire de Louis Bonaparte, pour se faire si complaisamment l'écho d'une publicité aventureuse et malveillante? L'esprit de parti est, en vérité, tombé bien bas en France, s'il n'a plus même ce dernier sentiment des opinions dégénérées, la pudeur de la nationalité.

M. Billault, député et vice-président du conseil-général de la Loire-Inférieure, vient d'adresser la lettre suivante à M. le ministre de l'intérieur :

« Monsieur le ministre,

« En annulant les délibérations prises par le conseil-général de la Loire-Inférieure, les 25 et 24 août dernier, l'ordonnance du 18 octobre 1838 n'a point résolu la difficulté de fait soulevée par ces délibérations. Vous bornant à trancher un principe de droit, vous avez pensé que la généralité des termes de l'article 7 de la loi du 10 mai 1838 pouvait être restreinte et les deux délibérations déclarées illégales. La majorité du conseil-général, dans laquelle se comptent trois membres de la législature, qui a voté cette loi, n'en avait pas ainsi compris le sens, et, en

FEUILLETON DE LA PRESSE.

CRITIQUE LITTÉRAIRE.

CATHERINE DE NAVARRE, HISTOIRE DE LA RÉFORME.

PAR M. ERNEST ALBY. (1)

Voici, le ciel en soit glorifié, un livre qu'il nous est permis de louer en conscience, et nous ne le saurions autrement faire; un livre d'histoire sagement exécuté, ingénieusement conçu et écrit d'une manière élégante. Rien n'est plus agréable que l'occasion de donner des louanges: en pareil cas, nous voulons à qui les mérite une reconnaissance très vive pour nous avoir mis en position de signaler à l'attention de nos lecteurs un travail digne d'elle. C'est, il faut dire, un rôle pénible parfois que celui de critique, lorsqu'on ne possède d'autre parti-pris que celui de la vérité, d'autre sentiment que celui de la bienveillance; car ces deux choses ne paraissent pas toujours aisément se concilier.

M. E. Alby sera donc l'objet de nos remerciements, tant pour les précieux documents semés à profusion dans son livre, que pour la façon habile et piquante qu'il a employée à les mettre en relief.

Deux choses, cependant, nous semblent blâmables dans son ouvrage, et nous les allons tout d'abord signaler, attendu qu'elles frappent les premières l'attention des lecteurs.

L'ouvrage de M. Alby est intitulé: *CATHERINE DE NAVARRE, Histoire de la Réforme*, (1520 — 1604). Si le récit de cette révolution religieuse pouvait être absorbé dans la biographie d'un personnage (chose impossible, le personnage fût-il Martin Luther); assurément le nom appelé à une si haute valeur, ne serait pas celui de la sœur de Henri IV. La période de cent années, embrassée par M. Alby, est d'ailleurs, assez longue, pour qu'une vie humaine y soit un détail perdu et rien autre. Aussi notre auteur s'est-il dispensé de justifier son titre et de se mettre la pensée à la torture, dans le but de poser partout Catherine sur le premier plan. Seulement, dans la seconde partie de l'ouvrage, elle est mêlée au drame général, et un intérêt tendre autant que vif est projeté sur elle.

Le second défaut de l'œuvre de M. Ernest Alby se trouve dans son introduction. L'auteur s'est proposé d'en faire une sorte de frontispice de son livre et de disposer, par cette lecture préliminaire, le public à celle de l'ouvrage. Or, il y réussit ou ne peut plus mal. Cette préface, où les

choses sont envisagées avec exagération, est fort partielle en faveur des Huguenots et démontre évidemment que M. Alby est protestant. Tant qu'il sera possible de deviner à la lecture d'un historien, la secte à laquelle il appartient, nous ne pourrions nous croire tout-à-fait supérieurs aux querelles religieuses. Tout en convenant qu'il faut éviter d'écrire un livre pour une secte ou une coterie, l'auteur a donné contre cet écueil, et parfois son style s'enfle, s'enfle et devient un plaidoyer. Labeur superflu; la cause n'est-elle pas depuis long-temps jugée. Dans ses efforts pour résumer en peu de mots une époque entière, M. Alby pose des principes trop absolus; c'est ainsi qu'à propos de la révocation de l'édit de Nantes, il s'écrie: « Le crédit passa, depuis lors, des mains de la noblesse catholique qui représentait la guerre et le fanatisme aux mains de la bourgeoisie protestante qui représentait le travail et la tolérance. »

Voici une chose bizarre et très peu claire. Nous ne concevons pas comment l'on peut opposer le travail au fanatisme ou à la guerre. Cette assertion renferme en outre, une inconséquence d'autant plus grande que M. Alby écrit plus loin, dans ses considérations sur les causes de la Saint-Barthélemy: « La noblesse que Louis XI était parvenu à ranger sous l'autorité monarchique, impatiente et lasse de ce joug, embrassa la réforme, car la réforme est un retour vers l'indépendance. Voilà la position dans laquelle se trouvait la France, etc... » Voici donc la noblesse qui représente à son tour la réforme; nous en demeurons d'accord.

Enfin, dans sa longue introduction, M. Alby usant d'un vieux procédé académique, s'amuse à examiner tous les périls que présentait son livre, à énumérer les absurdités où il pouvait conduire une tête inhabile, et à raconter comment il a évité les Charybdes et les Scyllas qu'il nous désigne. L'ensemble est écrit d'un style faible qui contraste avec celui du reste de l'ouvrage, comme une phrase de M. Capfigue avec une phrase de M. Guizot. Cependant, comme le livre entier de M. Alby est parfaitement touché et pénétré de l'inspiration des grands-maîtres classiques du seizième siècle, nous attribuons cette préface à l'ancien professeur d'humanités de l'auteur de *Catherine de Navarre*, ou bien à quelque grand académicien, son Mécène et ami; eux seuls sont capables de tels forfaits.

Il était important que ces explications fussent données, sans lesquelles le lecteur eût peut-être jeté le livre dès les premières pages, condamnant à la fois et l'auteur et les louanges que nous lui voulons donner.

L'auteur de l'*Histoire de la Réforme* a adopté une méthode assez neuve et dont les résultats sont très heureux. Prêt à raconter une série d'événements, il a remarqué que chacun des faits principaux dont la réunion constitue l'histoire générale, met un ou plusieurs individus sur le premier

plan, et que ces deux objets, l'homme et le fait, se peuvent rapprocher comme l'effet de la cause. L'auteur a donc dégagé de chaque événement isolé l'individu qui le domine, qu'il y soit tête ou bras, ou l'un et l'autre. Cette séparation faite, il a groupé autour de chaque centre d'action la série d'incidents qui s'y rapporte; puis il a rejoint le tout en son lieu chronologique et la soudure des idées s'est trouvée fort bien opérée.

Chaque chapitre de l'ouvrage porte donc sur le front le nom d'un personnage, et c'est en déroulant la biographie de ce personnage évoqué à propos, que M. Alby fait parcourir à son lecteur sans le fatiguer, et avec le ragot d'une variété prodigieuse, un siècle entier d'histoire générale. On la contemple avec intérêt, sans impatience et le chemin semble court. Il paraît ainsi quand on voyage par les beaux jours en un pays de montagnes, changeant à chaque instant d'horizon, laissant errer ses yeux de surprises en surprises, sur les vallons, les rochers, les lacs, les torrents, les bois et les hameaux, qui s'offrent tour à tour, et ont l'air de s'émouvoir pour nous suivre le long de la route et nous divertir par des fêtes continuelles.

Grâce au moyen pittoresque par lui mis en œuvre, M. Alby se trouve dans le cas de nous montrer les détails intimes de la vie de ses héros, de nous introduire dans leur intérieur, de nous initier à une foule de petits incidents qui leur sont propres et qui font mieux connaître leur caractère et celui de l'époque où ils ont existé, que vingt discours oratoires.

L'ouvrage offre donc un intérêt saisissant, un véritable intérêt de roman, obtenu avec des documents historiques très soigneusement reproduits, et chacun des principaux acteurs de drames successifs devient un type curieux à étudier. Ainsi passent sous nos yeux Marguerite de Valois, Antoine d'Albret, les Guises, Condé, Coligny, Charles IX, Catherine de Médicis, M. de Soissons, Philippe II, Henri IV, Sully, le duc de Bar et plusieurs autres non moins intéressants à connaître.

M. Alby possède une profonde connaissance des *mémoires* du temps, des pamphlets de la ligue, des brochures qui tombèrent alors du ciel comme des nuées d'oiseaux. En outre, les pièces manuscrites lui sont familières; il les a compulsées, et ses citations sont choisies parmi les plus piquantes et les plus nouvelles.

La France lui apparaît divisée en deux camps: d'un côté, les Médicis avec les raffinements du luxe florentin, de l'esprit, du poétisme, des vices de l'Italie; les Médicis suivis de leur cortège d'artistes, de courtisanes, de fleurs empoisonnées, de dangereux parfums, d'hypocrisie galante et d'amitiés perfides; de l'autre, la maison de Navarre, dont les enfants durement élevés, sur le revers d'une montagne, au pied des Pyrénées, se dessinent à côté des fils déchus de Henri II, comme des statues antiques musculeuses et d'une mâle et fière beauté, au milieu d'un troupeau

prenant les deux délibérations annulées, avait cru remplir, en légalité comme en conscience, un devoir pénible, mais impérieux.

« Quoi qu'il en soit, Monsieur le ministre, quand une démarche si grave n'est accueillie que par une fin de non recevoir, la conduite de ceux qui l'ont votée est tracée d'avance : Je dépose en vos mains ma démission de membre du conseil-général de la Loire-Inférieure. Les électeurs que j'ai eu l'honneur d'y représenter pendant cinq années comprendront ma conduite, et auront à la juger.

« Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de la haute considération avec laquelle je suis votre très humble et très obéissant serviteur.

« BILLAULT,
« Député de la Loire-Inférieure. »

Nous avons hier suffisamment développé les motifs qui ont dicté à M. le ministre de l'intérieur la mesure qu'il a prise. Nous regrettons que M. Billault ne les ait pas compris, sans toutefois nous en étonner beaucoup. Les plus grands principes ont rarement raison contre les irritations personnelles. Sous ce rapport, M. Billault était dans une position plus défavorable peut-être qu'aucun de ses collègues. Depuis l'origine des différends survenus entre M. Maurice Duval et le conseil-général, M. Billault s'était trouvé à la tête de l'opposition qui n'a cessé de réclamer contre le préfet. Il s'est cru lié par ces précédents, il a regardé peut-être comme un coup dirigé personnellement contre lui une mesure que les plus hautes considérations imposaient au gouvernement. Encore un coup, nous ne nous en étonnons pas, nous faisons la part du feu.

Mais ce qu'il importe de constater dans la lettre de M. Billault, c'est que, malgré cette tyrannie de sa position, il n'essaye point de combattre la légalité de l'ordonnance qui annule les délibérations de l'Assemblée dont il est vice-président. Il se borne à déclarer que les membres de cette assemblée avaient cru pouvoir donner une autre interprétation à la loi. Nous en étions convaincus d'avance. Ce n'est pas sciemment, avec l'intention préméditée de violer les prescriptions de la loi, que des hommes aussi graves auraient pu signer ces délibérations. A cet égard, nous leur rendons pleine justice. Mais il n'en est pas moins vrai qu'en fait, le vœu de la loi avait été méconnu. Les journaux les plus sérieux de l'Opposition ont été les premiers à en convenir.

La question de droit est donc désormais hors de contestation. Reste la question de fait. Eh bien ! à ce point de vue là encore, la démarche de M. Billault nous paraît regrettable. Quelques amours-propres y trouveront peut-être leur compte, mais ce n'est certainement pas le meilleur moyen d'arriver à une solution. M. Billault est trop prompt à se plaindre des fins de non-recevoir du ministère ; s'il avait attendu un peu plus, il aurait sans doute apprécié avec plus de justice les intentions du gouvernement. En fait de fins de non-recevoir, nous ne connaissons que la sienne. Celle-là en est une bien véritable, car à une mesure dont il ne conteste pas même le caractère légal, il répond par une démission *ab irato*, c'est-à-dire par un appel à toutes les passions locales. Ce n'est peut-être pas ainsi qu'aurait dû se conduire un homme qui, en sa double qualité de vice-président et de législateur, n'ignore pas sans doute les difficultés que l'on rencontre quelquefois à concilier les principes, les intérêts, les prétentions.

Au surplus, il ne paraît point encore que la conduite de M. Billault ait été imitée par ses collègues. Nous souhaitons qu'en se ménageant le temps de la réflexion, ceux-ci aient reconnu la convenance d'agir autrement. Ils n'en auront qu'une satisfaction plus facile pour ce qu'il peut y avoir de légitime dans leurs griefs.

On nous adresse la lettre suivante, au sujet des articles précédemment publiés par la Presse, sur les émigrations qui ont lieu chaque année de diverses contrées de l'Allemagne vers les plages américaines :

« Monsieur le rédacteur,
« Au mois d'août dernier, la Presse s'est occupée des émigrations allemandes en Amérique, et a montré que les chances de fortune ou même de bien-être, sont aujourd'hui bien moins favorables pour les nouveaux colons qu'elles ne l'étaient autrefois. Les émigrations continueront néanmoins, et c'est un bien pour les contrées qui ont besoin d'hommes, car la population allemande est bonne et industrieuse. Mais, où serait-il désirable que les émigrés portassent leur industrie et leur amour du travail ?
« Moi aussi, je suis émigré allemand. Quand je quittai l'Alsace au lieu de suivre aveuglément le troupeau qui se dirigeait vers l'Amérique, je cherchai si quelque contrée moins lointaine ne serait pas plus favorable au cultivateur industriel, et je me décidai pour les landes de la Bretagne.

« La Bretagne n'offrira sans doute pas à l'imagination les prétendues merveilles de l'Amérique rendues si séduisantes par l'éloignement. On n'aura pas assez souffert pour s'y rendre ; le but du voyage sera trop facilement atteint. Les mécomptes seront trop vite répandus. Mais si l'on connaît les colons qui sont revenus riches de l'Amérique, l'on ignore le nombre immense que l'Amérique a englouti.

« Je mets au premier rang des avantages qu'offre la Bretagne, celui d'exiger un voyage moins périlleux, plus économique, et qui laisserait aux émigrants de l'argent en réserve pour l'exploitation future.

« Les mœurs des Bretons sont douces, quoiqu'un peu sauvages ; les difficultés du langage ne sont pas plus grandes que dans les autres pays ; la langue s'apprend partout très vite pour les objets usuels, et il n'est pas besoin, pour commencer, d'autre chose.

« La Bretagne, avec un million d'hectares de terres incultes, semble avoir été laissée providentiellement pour recevoir le trop plein de quelque population. Peu de contrées offrent autant de ressources. De nombreux ports de mer ; un sol accidenté, en général peu riche, mais de culture facile et susceptible de beaucoup s'améliorer ; un climat favorable à la végétation ; des automnes magnifiques et des hivers peu rigoureux ; tels sont ses avantages naturels. Depuis une dizaine d'années, les travaux des hommes y ont joint de belles et nombreuses voies de communication, le pays en est sillonné aujourd'hui.

« Ce qui manque sur une grande partie du territoire de la Bretagne, c'est la population et surtout une population capable de bien cultiver. Les besoins croissants des propriétaires leur font chercher au loin de nouveaux fermiers pour défricher leurs landes, ou augmenter les produits des anciennes terres ; ces nouveaux-venus, ainsi que toute la jeune génération des campagnes, ont l'amour du progrès. Des productions plus riches, plus variées, deviennent de jour en jour plus nécessaires. Les récoltes sarclées, destinées à la nourriture de l'homme ou à l'alimentation du bétail, si bien connues des peuples des bords du Rhin, seraient là d'un puissant secours ; et le sol de la Bretagne, bien labouré, bien amendé, s'y prêterait merveilleusement. Une quantité prodigieuse de fermes doubleraient leurs revenus par l'introduction de ces cultures ignorées des tenanciers actuels.

« Les avances pécuniaires ne manqueraient pas plus que la terre, aux nouveaux colons, une fois que les propriétaires auraient reconnu en eux des habitudes d'ordre, de probité et de travail. Un grand nombre de ces derniers sont prêts à avancer tout le matériel d'exploitation nécessaire. Divers genres de fermage sont d'ailleurs usités en Bretagne, et les propriétaires qui possèdent des métairies à partage de fruits, sont déjà dans l'habitude d'avancer à leurs colons la majeure partie des bestiaux, quelquefois tout le bétail et les instruments de labourage. En suivant simplement la méthode de culture usitée dans le pays, j'ai remarqué qu'en général le colon partiaire, économe et industrieux, se libère en trois ou quatre années. La moitié de tout le bétail, et son matériel en entier, peuvent alors lui appartenir. Il a vécu avec toute sa famille, et le propriétaire a touché son revenu ordinaire. Il est hors de doute qu'en ajoutant une industrie nouvelle à l'économie et au travail habituel, le résultat serait supérieur.

« L'homme naturellement travailleur, ne se relâcherait pas comme le fait trop souvent le colon actuel des landes de Bretagne. Une fois possesseur de la moitié du cheptel, il ne demande plus qu'à vivre en faisant le moins de travail possible. Ses enfants ont grandi ; il les place au dehors, comme domestiques, avec injonction de lui rapporter leurs gages. A cette époque de sa vie, le colon âgé peut-être de 40 à 50 ans, serait encore très capable de travailler, mais il s'arrange différemment, et le propriétaire qu'il satisfait à grand peine, touche environ la moitié du produit de trois personnes, sur une étendue de terre qui pourrait en nourrir douze.

« Cet état de choses, très commun pour les propriétaires qui n'habitent pas la campagne, est plus rare pour ceux qui séjournent constamment sur leurs terres. Ces derniers, dont le nombre s'accroît heureusement, maintiennent leurs colons dans une meilleure voie, et la prospérité commune marche rapidement. Je pourrais citer tel colon partiaire auquel le propriétaire a avancé son lit et sa cuisine ou vingt ans, qui a pris bail à ferme, avec une rente triple de ce qu'elle était autrefois. Encore un pas, et le fermier sera propriétaire. Avec de l'économie, du travail et de l'industrie, cela n'est pas fort difficile sur les landes de la Bretagne.

« Le gouvernement protège le défrichement des terres incultes par l'exemption, pour un temps, de l'impôt foncier ; les sociétés d'agriculture et les comices agricoles les encouragent par des primes ; la plupart des propriétaires, enfin, sont disposés à faire des sacrifices pour le défrichement de leurs landes ; l'impulsion est donnée, et, dans moins d'un demi-siècle, l'aspect de la Bretagne aura totalement changé. Heureux alors les enfants de ceux qui auront travaillé sur le sol. Le signe représentatif aura diminué de valeur, et les propriétés territoriales auront augmenté sous le triple rapport de l'amélioration, de l'augmentation de population, et de l'accroissement de la fortune publique.

« JULES RIEFFEL. »

VOYAGE AU POLE AUSTRAL.

Rade de la Conception, à bord de l'*Astrolabe*,
4 mars 1838.

Cette lettre, Monsieur, vous arrivera de bien loin : il n'a pas dépendu de nous qu'elle ne fût datée de parages plus éloignés encore. C'est debout sur le pôle, que j'eusse été fier de signer cette esquisse rapide d'une navigation qui eût porté le pavillon français à cette extrémité du monde où ne flotta jamais le pavillon d'aucun peuple. — Je vous ai promis une relation exacte, véridique, telle que doit l'écrire un marin. La voici :

Vous connaissez le but de notre voyage et les circonstances de notre départ ; sans autre préambule, j'arrive aux îles Fortunées, à Ténériffe, la plus grande, la plus peuplée, la capitale de cet archipel. Notre séjour dans cette île fut de courte durée : nous eûmes toutefois le temps de faire une ascension au pic, à ce volcan que les gens du pays appellent *caldéra*, d'autres disent *chaudron du diable*, et qu'ils regardent encore comme une bouche de l'enfer. L'histoire de ce pic n'a été long-temps qu'un assemblage de visions merveilleuses ; quant à sa hauteur, messer Alouys de Cadamosto, gentilhomme vénitien, qui, vers le milieu du quinzième siècle, voyageait sur la mer Océane, le long de la terre des Noirs, atteste que cette montagne, laquelle *ard incessamment*, présente, du pied à la cime, une hauteur de quinze lieues portugaises ; Thomas Nicols en dit autant ; Kircher réduisit à quatre lieues cette évaluation hyperbolique ; Corneille la fixe à 47,812 pieds ; Cook à 2,546 pieds ; Buffon déclare que le pic de Ténériffe est situé dans l'*Île de Fer*, et n'a pas moins d'une lieue et demie de hauteur perpendiculaire : au résultat, la science établit 1,904 toises au-dessus du niveau de la mer. — Au début de l'ascension, pendant les dix premiers milles, on s'avance à travers des bosquets de châtaigniers et de pins ; jusqu'à la moitié du chemin, la température est douce et les vents de la mer la rafraîchissent de leur souffle ; au-delà et sans transition, le froid vous saisit et vous glace ; il faut marcher au sud et au soleil ; alors, on rencontre des grottes tapissées de nitre, et l'on broie sous ses pieds des fragments de pierre-ponce. C'est la région des nuages. — Tout à coup, par un revirement brusque et inattendu, une chaleur violente vous frappe et vous contraint de chercher un abri vers le nord. — Puis on entre dans le domaine du volcan ! on marche sur un sable grisâtre qui fléchit et s'enfoncé sous le pas du voyageur ; puis, sur une lave durcie, compacte et crevassée ; loin au-dessous de soi, on aperçoit les nues accoudées sur les flancs de la montagne, couronnées ça et là de légers flocons transparents et nuancés des couleurs de l'arc-en-ciel ; — Au-dessus, un chaos, des fragments de rochers épars, des scories revêtues d'une couche de soufre en fermentation, la nature en ruine, une image de désolation et de mort. — Plus haut enfin, au-dessus du cratère, un dôme de fumée qui vous masque le ciel, et qui, parfois, s'abaissant vers la terre, vous étreint et vous enveloppe d'une impenétrable obscurité. — Tel est le pic de Ténériffe, ce roi des îles Fortunées.

Quant aux habitants de ces îles, je ne vous parlerai que des femmes du peuple ; je n'en ai pas vu d'autres : les gens riches craignent la chaleur ; ils ne sortent de chez eux qu'après le coucher du soleil, et, après le coucher du soleil, je regagnais la corvette. — Donc les femmes du peuple, à Santa-Cruz, composeraient, au besoin, la plus parfaite caricature des femmes espagnoles ; à Cadix, les *manolitas* sont brunes ; à Ténériffe, cuivrées ; à Cadix, la mantille est de soie, ou, tout au moins, de coton ; à Ténériffe, elle est de laine, de bure, quelque chose d'informe, de raide, sans plis et sans tournure. — A Cadix, on se couvre les cheveux de dentelle ou de blonde ; à Ténériffe, on met un chapeau d'homme, un chapeau de rousier, large de bord et très large de forme. — Ce qui n'empêche pas de dîner admirablement à l'Hôtel Anglais et de prendre d'excellents sorbets au Café Français. — Cela étant, l'Angleterre et la France ne sont-elles pas mieux représentées ici que les Espagnes ?

Nous étions arrivés le 30 septembre ; nous appareillâmes le 7 octobre, et bientôt Ténériffe disparut sous les eaux. Nous quittons, pour ainsi dire, les derniers vestiges de la civilisation ; — nous voguons vers un autre monde ; nous allons interroger ce mystère impénétrable des extrémités du globe. — Comme dans notre ascension au Pic, nous allons braver successivement les feux de l'équateur et les glaces du pôle ; — notre mission commençait.

Après avoir navigué quelques jours vent debout, nous primes enfin

d'efféminés Sybarites. A ceux-là, les sublimes pompes du catholicisme, et la puissance dont ils abusaient ; à ceux-ci, l'austérité de la jeune réforme et la rigidité que les persécution amoblissent. Tels sont les deux principes opposés que met en jeu cet ouvrage. Et à l'ombre des différents noms, les événements sont développés, observés sous un point de vue original, intime, en sorte que ce livre contient plutôt l'*Histoire domestique* de la réforme, que son histoire politique.

L'intérêt dramatique est, pour cette raison, suscité à un degré éminent ; mais une circonstance le rend plus vif encore, c'est que M. Alby n'a point négligé les descriptions de costumes, de cérémonies, d'étiquette qui font revivre les personnages. Les fait-il parler, c'est avec les expressions même qu'ils ont jadis prononcées ; décident-ils, c'est eux-mêmes qui font leur style, et M. Alby remet en lumière les lettres qu'ils ont signées et qui jadis dans la poussière des bibliothèques, que souvent on pourrait appeler des *bibliothèques*.

La *Saint-Barthélemy*, cette tragédie si connue, et dont les commentateurs ont été si multipliés, est racontée d'une façon étrangement saisissante, avec les bruits du temps, avec ses particularités, ses épisodes, et il semble, en lisant, qu'on apprenne des faits inconnus, tant le détail est nouveau. Rien n'est mieux décrit que les fêtes du mariage de M. de Conde, durant lesquelles, sous de faux semblants de réconciliation, on aiguillait les poignards du 24 août 1572. Ce luxe, ces plaisirs, cet or, ces diamans font un étrange effet ; il semble que l'on voie un portique de marbre, d'albâtre et de porphyre, par lequel on entre dans une boucherie, en foulant un tapis de roses. Ces oppositions sont bien senties, les héros du mélodrame sont vivants, leur chair palpite et frissonne, leur sang coule avec une belle et effrayante limpidité.

Jamais M. Alby ne néglige le côté sentimental et tendre, de crainte que son problème de joindre à la gravité historique la pittoresque du roman ne cesse d'être partout résolu d'une manière parfaite. Toujours un personnage gracieux et rêveur serpente à travers le drame, comme un chèvrefeuille qui égare parmi les rameaux des grands chênes ses bras chargés de fleurs et de parfums. Dans la première partie de l'ouvrage, c'est Jeanne, reine de Navarre qui joue ce rôle ; plus tard, c'est sa fille Catherine à qui s'attache sur-le-champ la sympathie du lecteur. Dès lors, on suit avec amour la sœur et le frère ; l'une courageuse avec résignation, fière et douce à la fois, amante passionnée, mais chaste, pieuse et immuable dans ses principes ; l'autre, Henri IV, spirituel et mobile comme un Gascon, pesant Paris avec une mesure à la balance de ses intérêts, bon frère, vert-galant sans peur et non pas sans reproches, brusqué et malin, faux comme un jupon de cuivre et franc dans son allure, contrasté amusant. Sa sœur le connaît et elle lui pardonne tout à cause de leur mutuelle tendresse ; elle sourit à ses folies et

tremaie au fond de son château des montagnes en attendant l'issue des combats où s'exposent son unique appui, son roi, et le comte de Soissons, dont elle évoque le souvenir au bord des ruisseaux de la Navarre solitaire.

Ces situations sont développées avec tact, avec sensibilité : sans être excessivement profond, M. Alby est un historien plein de grâces, un historien du vieux temps, tout diapré de mignonnes fleurettes et dont le style emprunte beaucoup de ses effets à la langue éminemment nationale du seizième siècle, dont les traditions lui sont chères.

Cependant, il a la hardiesse qui convient en face des erreurs et des préjugés. Il ne recule pas devant un démenti aux erreurs consacrées par les siècles. Il nie, ou affirme à son gré et prouve sans gêne et sans réplique. Parle-t-il de l'ordre du Saint-Esprit institué par Henri III, il démontre que ce prince ne l'a point créé, mais remis en honneur et emprunté à la fondation de Louis d'Anjou, roi de Sicile (1382). Les titres sont reproduits.

Mais une ferme et salutaire attaque à l'encontre des préjugés, attaque qui nous a tout-à-fait réjoui, en ce qu'elle rétablit des opinions d'accord avec les nôtres depuis long-temps, c'est celle dont Sully est l'objet. Le caractère de ce courtisan, flétri par quelques voix sous Henri IV, peu estimé de ce roi lui-même, comme il l'a souvent montré, est ici jugé d'après ses œuvres, avec une impartialité non dépourvue de courage. Le baron de Rosny nous a toujours paru un intrigant fort avide, et un complaisant passablement vil. Ces données, bien confirmées par Tallemant des Réaux, par la haine des contemporains, et par le discrédit complet où tomba Sully dès le premier jour du règne de Louis XIII, se trouvent appuyées par les mémoires de Sully même, par les paroles de Catherine de Navarre, et par la façon déplorable dont il se conduisit dans l'affaire de M. de Soissons et de la sœur du roi. C'est un document à connaître et trop long à dérouler pour que nous le citons ici. Il est certain que si, de nos jours, le roi de France pouvait exiger un service aussi misérable que celui que Henri IV demanda lors à Sully, il choisirait, *primo*, un serviteur qu'il méprisât assez pour oser s'ouvrir à lui de ses intentions ; *secundo*, il ne trouverait à sa cour, parmi les personnages de haut rang, personne pour jouer un rôle aussi bas.

De cette aventure, fort au long racontée dans l'ouvrage de M. Alby, un vif intérêt rejaillit sur Catherine, d'autant plus, qu'après avoir été séparée violemment par son frère de l'objet d'un amour de toute sa vie, et que devenue la femme d'un autre homme, elle avait conservé à son frère la vive affection manifestée dans les charmantes lettres que publie M. Alby à la fin de son ouvrage : « Je n'ay point de plus violent désir que de vous témoigner cette amitié que comme à chier frère je vous porte, et ma continuelle servitude et obéissance come à mon roy ; ayez

cette créance de petite sœur qui vous supplie humblement de l'aymer toujours... Recevez mille bonsoirs que je vous donne et mille baisers de tout mon cœur. Si votre belle maîtresse (Gabrielle) est encore là, permettez que je luy en dise autant. »

La suivante témoigne d'une tendresse aussi expansive que soumise et enfantine :

« Mon cher roy, je suis en une si cruelle peine de vous savoir malade et de n'avoir point l'honneur de vous voir, que je vous requiers, les mains jointes, de me permettre de vous aller voir. Je n'y mèneray que sy peu de personnes qu'il vous playra, et ny demureray que tant que vous l'ordonnerés ; mais, mon cher roy, je vous supplie très humblement, ne me refusés cette faveur, car je meur d'anuy de ne vous pouvoir rendre ce que je vous dois. Je vous bayse cent milles fois, mon cher et brave roy, avec les yeux tout pleins de larmes. »

Somme toute : *Catherine de Navarre* est un charmant ouvrage qu'on lit avec plaisir, et où l'on peut apprendre plusieurs choses. Nous engageons M. E. Alby à persévérer dans le chemin qu'il s'est tracé.

Avant de terminer ce feuilleton, nous demandons aux lecteurs de la Presse, la permission de répondre à un correspondant en dix personnes, qui, du fond du Bagay, nous honore et nous fait honorer d'épîtres réitérées, tant de sa main que de celles de ses nombreux amis. Un livre didactique a été commis par ce correspondant, qui nous fait l'honneur de désirer qu'il en soit rendu compte, et de nous accabler à cette fin, de menaces, d'éloges, d'injures et de propositions. Des amis, influents sans doute, s'en sont mêlés et nous sommes enrichi maintenant d'une pile d'autographes de Paris et de la province, qui commencent par notre auteur et se terminent par un apothicaire très digne et recommandable. Ce dernier procédé a de quoi nous intimider.

A ceci nous répondrons une fois pour toutes, que la France publie environ cent trente ouvrages par semaine, et nous un seul bulletin critique. Sur ce nombre prodigieux d'opuscules, nous trouvons à peine quatre perles de valeur médiocre par mois, quatre ouvrages qu'il soit à propos de signaler à l'attention publique ; soit qu'ils méritent le blâme, ce qui est déjà une valeur à nos yeux, soit qu'ils méritent des éloges. Nous n'occupons nos lecteurs que d'œuvres faites pour être prises au sérieux, ou qui déjà le sont à tort, et que par conséquent l'on doit remettre à leur place. Ce choix est donc très limité, et notre correspondant du Bagay, cet hydre à vingt ports de lettre, aurait tort de nous accuser d'injustice ; car notre fonction n'est point de parler de tout le papier qui s'imprime.

FRANCIS WEY.

notre essor ; nous entrâmes dans les Tropiques, et vers le soir du 30 octobre, nous traversâmes l'équateur. Les vents contraires ralentirent de nouveau notre marche dans l'hémisphère du sud ; cependant, le 12 novembre, arrivés par le travers de Rio-Janeiro, nous eûmes en vue les terres de l'Amérique méridionale. — Le commandant laissa porter en rade de Rio, et nous mouillâmes à la nuit. Ce fut une relâche inattendue, un temps d'arrêt pour prendre haleine. Je ne vous dirai point de quelle joie, de quelle admiration je fus transporté à l'aspect de cette rade merveilleuse ; l'un des plus beaux points de vue de l'univers, le seul qui rivalise avec la Corne d'Or de Constantinople ! — Ai-je le temps d'ailleurs, de m'arrêter à ces détails ? On remet à la voile, et nous voilà lancés de nouveau dans les solitudes de l'Océan.

Il était dans notre itinéraire, et aussi dans la volonté de M. le commandant d'Urville, de relâcher à la *Terre des Etats*, cette dernière étape d'où nous devions partir pour les glaces du pôle. — Mais, à peine arrivés dans les eaux des *Malouines*, les vents changèrent de nouveau ; il fallut songer à traverser un mouillage où l'on put faire du bois, de l'eau, et donner à l'équipage quelques jours de repos. Le détroit de Magellan se présenta le 12 décembre ; à notre grande joie, le commandant résolut d'y entrer : ce fut encore un jour heureux que celui-là ! Naviguer en sûreté dans ces parages si funestes aux anciens navigateurs ; voir des côtes nouvelles, des caps, des monts inconnus, inférieurs ; toucher du doigt, pour ainsi dire, le dernier sol du monde ; il y avait là de quoi électriser des imaginations moins exaltées que les nôtres ! — Nous avions passé le premier goulet, et nous étions à l'ancre dans la baie de Grégory. Le lendemain nous franchîmes le second goulet, et le soir nous louvoyâmes par le travers de l'île *Etisabeth*, durant la nuit, nous traversâmes le détroit de Marborough. Cependant la brise se levait plus fraîche et plus intense ; l'obscurité croissait d'instant en instant : il fallut toute la hardiesse, toutes les capacités de M. d'Urville pour guider la corvette au milieu des écueils. Le lendemain, malgré la pluie et le gros temps, nous poursuivîmes notre route, et le 15 nous abordâmes au port *Famîne*, à quarante-cinq lieues du cap des *Vierges* (entrée E. du détroit). Douze jours suffirent pour réparer nos navires, faire de l'eau et du bois.

Nous appareillons de nouveau, le 18, nous longeons le détroit, nous doublons le cap Forward, et nous allons mouiller au port Gallant. Nous étions arrivés aux deux tiers du passage. Quarante lieues à peine restaient à franchir, pour compléter l'exploration de ce point maritime, l'un des plus intéressants de notre voyage ; mais en débouquant ainsi sur le grand Océan, nous eussions été forcés de contourner la *Terre de feu* dans son plus grand développement, depuis le cap Piliars jusqu'au cap Horn. En effet, nous n'avions d'autre voie à suivre que de piquer vers le S.-E. et d'attaquer le pôle dans sa direction. Ajoutez que les vents recommençaient à nous contrarier. Il était à craindre qu'ils ne missent quelque obstacle à notre marche ; Enfin, l'époque marquée pour entrer dans les glaces est tellement précise, que le moindre retard suffirait pour rendre impuissantes et vaines toutes les tentatives. — Il fallut donc se résoudre à remonter le détroit. Nous mîmes le cap à l'E. S.-E. — Dans cette marche rétrograde, nous nous arrêtâmes d'abord au port St-Nicolas, ensuite au havre Peckett.

Jusque-là, ces rivages n'avaient été pour nous que de vastes solitudes. Nulle figure humaine ne nous y était apparue. Au havre de Peckett, nous eûmes ce bonheur insigne de prendre terre au milieu d'une tribu de *Patagons* ! Ceci n'est ni un rêve ni une fable. Nous voilà chez les Patagons, face à face avec ces géants perchés sur cette proue de l'univers qu'on appelle *Patagonie*, et qui semble menacer de sa pointe avancée les banquises du pôle. — Eh ! bien, monsieur, il y a encore ici une belle erreur à rectifier, par conséquent une illusion à perdre : — Les Patagons ne sont ni des géants ni des colosses ! ce sont de fort beaux hommes, taille de grenadiers, cinq pieds six pouces, un peu plus, un peu moins. Quelques-uns, il est vrai, s'élèvent jusqu'à cinq pieds huit pouces. Mais il n'y a pas encore de quoi crier miracle ! Gulliver en a bien vu d'autres ; et la foire de St-Cloud est quelquefois prodigue de plus hautes merveilles. Les Patagons doivent sans doute cette réputation erronée aux vêtements de peaux dont ils se couvrent et qui les grandissent singulièrement au regard. Ajoutons toutefois que cette race est belle ; que les petites tailles y sont inconnues, et que les Patagons sont généralement plus grands que nous. Ils se nourrissent de chair légèrement grillée, mangent, en guise de pain, des racines d'une sorte de bruyère commune dans le voisinage du détroit. Leur fortune consiste en chevaux et en chiens. Peuples nomades, sans patrie, sans foyers, ils errent d'un lieu à un autre, et ne s'arrêtent au même endroit que juste le temps nécessaire pour en épuiser le gibier et les paturages. — Etrangers à toute espèce de constructions, même à celles des plus simples cabanes, ils vivent sous leurs tentes : quelques peaux de bêtes, tendues sur des piquets de bois les mettent tout à tour à l'abri du vent, de la pluie, du froid et de la chaleur. Ils chassent à cheval : c'est leur plus grand plaisir, leur principal exercice. — Hospitaliers, bienveillants, ils nous ont reçus sous leurs tentes et nous ont traités en frères.

Nous leur fîmes nos adieux, et nous sortîmes du détroit, le 8 janvier. Nous y avions passé 26 jours. Représentés en pleine mer, nous longeons la *Terre de feu*, nous essayons de traverser le détroit de Le-maire, mais les vents nous repoussent ; nous laissons sur tribord, la *Terre des Etats*, et nous mettons le cap sur le *New-Shetland*. C'est alors, c'est alors que les glaces commencent à paraître, immenses, innombrables, croissant en nombre et se développant à mesure que nous avançons, rangées, pour ainsi dire, en bataille devant nous, sur une ligne interminable. En même temps, s'élèvent de toute part, une brume épaisse et froide qui va s'épaississant, et qui ne doit pas s'éclaircir à nos yeux ! Nous sommes arrivés sur les derniers confins de la nature et du monde.

Dépêche télégraphique de Toulon, du 25 octobre, à midi.

Fort-de-France, le 11.

Le maréchal Valée à M. le ministre de la guerre.

L'établissement que l'armée forme dans la rade de Stora avance rapidement. Une partie de la ligne défensive est terminée, et les travaux se poursuivent activement sur tous les points.

L'agitation qui s'était manifestée chez les Kabyles se calme ; ils se résignent à voir de nouveaux dominateurs au milieu d'eux après quarante ans d'indépendance.

Les approvisionnements du camp sont assurés par mer, et, sous peu de jours, Constantine recevra du Fort-de-France les denrées qui lui venaient précédemment par Bone.

Pour copie,

L'Administrateur des lignes télégraphiques,
Alph. Foy.

Presse et Correspondance étrangère.

Grande-Bretagne. — Londres, 25 octobre. — Sous le titre : *Inconvénients des chemins de fer*, le *Times* contient aujourd'hui un long article contre les chemins de fer dont l'ouverture prive, dit ce journal, les rues de Londres d'une portion considérable du commerce qui s'y faisait auparavant.

— La visite du comte de Spencer à Windsor a été le sujet de toutes les conversations ce matin ; l'opinion générale était que le noble lord de-

vait aller au Canada en remplacement de lord Durham. On a dit plus tard qu'il devait remplacer lord Glenelg comme secrétaire d'état des colonies.

— M. Cavendish, neveu et aide-de-camp de lord Durham, a apporté des lettres du 11, qui enjoignent à l'intendant de son château de le tenir prêt pour la réception de sa famille, vers la fin de l'année.

Espagne. — Madrid, 18 octobre. — Les bruits sur la retraite du ministre de l'intérieur sont dénués de fondement. Il est certain que ce ministre continuera à faire partie du cabinet.

— On assure que d'après l'avis des 12 généraux convoqués pour entendre communication des plans de Narvaez, le gouvernement a approuvé ces plans. Ils consistent à porter à 40,000 hommes le chiffre de l'armée de réserve qui serait destinée à couvrir à la fois la capitale, les Deux-Castilles et l'Aragon. Le départ pour l'Aragon ou pour Tolède n'est cependant pas encore décidé.

— On travaille en ce moment avec une grande activité à confectionner 80,000 uniformes pour les troupes des armées du centre et du nord.

— Hier à deux heures, la reine régente a passé en revue la division du général don Ramon Narvaez. Le général en chef, suivi d'un nombreux état-major, a parcouru la ligne. Après lui venait une calèche découverte, la reine Dona Isabelle II, accompagnée de son auguste mère et de l'infante Dona Louisa Fernanda. La voiture de LL. MM. s'étant placée près de la fontaine de Neptune, les troupes ont défilé devant elles aux cris prolongés de : *Vive la reine Isabelle !*

Suisse. — Voici les passages principaux du discours de clôture prononcé par le président de la diète dans la séance du 16 octobre :

« C'est sous de funestes auspices que la diète a commencé ; c'est à travers de périls extérieurs qu'elle a fini. La France a demandé avec menace ce que, par sentiment de justice, et par bonne amitié, la Suisse aurait dû accorder sur la simple manifestation d'un désir. Mais l'effet auquel on s'était attendu ne s'est pas vérifié... »

« Sachons gré à celui qui nous quitte d'avoir, par son départ, coupé court à nos discussions sur son droit de bourgeoisie. »

« Puissons-nous du moins mettre à profit ce précieux épisode ! Puissons-nous sérieusement réfléchir aux utiles leçons que nous recevons à l'occasion de ce prince. Enfin, nous ne pouvons le nier, le démêlé que nous a valu le prince Louis-Napoléon Bonaparte a présenté sous un aspect déplorable nos institutions fédérales. Pour les objets de la plus mince importance, nous ne reconnaissons de résolution valide en diète que celle qui réunit 12 voix. Ici le vote d'un seul canton aurait, par la reconnaissance d'un droit de bourgeoisie, décidé du sort des 22 cantons. »

« Quand il s'agit d'une résolution de guerre ou de paix, le pacte fédéral prescrit l'assentiment des trois quarts des Etats. Cette fois, peu s'en est fallu qu'on fit dépendre la guerre et la paix, pour notre patrie, du vote d'un seul canton. »

Autriche. — Vienne, 17 octobre. — L'*Observateur autrichien* publie le nouveau traité de commerce et de navigation conclu le 3 juillet dernier entre S. M. apostolique et S. M. la reine de la Grande-Bretagne ainsi que l'acte de ratification par lequel ledit traité a été confirmé à Milan, le 14 septembre suivant.

Wurtemberg. — Stuttgart, 21 octobre. — « S. M. le roi a accordé une audience particulière au comte Dvyn de Maasdam, chargé par S. M. le roi de Hollande de demander la main de S. A. R. la princesse Sophie-Frédérique-Mathilde de Wurtemberg pour le fils aîné du prince d'Orange. Dans cette audience, S. M. a remis au comte une lettre autographe pour le roi de Hollande, contenant son consentement à cette union. »

Nouvelles et faits divers.

Hier soir, le roi a travaillé avec M. le ministre de la marine. Dans la soirée, lord Bristol et M. le chargé d'affaires de la Suisse ont eu l'honneur d'être reçus par le roi.

La reine des Belges, M. le duc de Nemours, la princesse Clémentine, et M. le duc d'Aumale, sont allés à l'Opéra.

MM. les ducs d'Orléans et de Nemours sont allés à Saint-Cloud par le chemin de fer.

M. le duc d'Orléans a souscrit pour 300 fr. au monument qu'on va élever au colonel Combes dans sa ville natale.

La grande-duchesse héritière de Mecklembourg-Schwerin se propose de retourner à la fin du mois en Allemagne.

Une lettre de Turin annonce qu'on y regarde comme probable le mariage du prince-royal avec une grande-duchesse de Toscane. Le bruit court que, dans cette circonstance, Charles-Albert imitera l'exemple de l'empereur d'Autriche, en accordant une amnistie sans exception.

M. Bresson a été réélu le 25 octobre par le collège électoral de Remiremont (Vosges). Il a obtenu au premier tour de scrutin 104 suffrages sur 150 votants. Neuf bulletins portant le nom de Bresson, sans désignation, ont été annulés. M. Forel a eu 15 voix ; 4 ont été perdues.

Une correspondance de Toulon transmet les nouvelles suivantes, en date du 20 octobre : « La corvette la *Favorite*, a porté au contre-amiral Laflotte l'ordre de rentrer à Toulon, d'où il ira probablement commander la division du Levant. La nuit dernière, le vaisseau le *Trident*, faisant partie de l'escadre Laflotte, a mouillé en rade du lazaret ; il a laissé à Tunis, qu'il a quitté le 14, le vaisseau le *Iéna*, la corvette la *Favorite* et le brick la *Légère*. L'amiral a pensé que sa présence était encore nécessaire à Tunis, et il ne rentrera pas de quelque temps. »

« Le vaisseau le *Diadème* et les corvettes de charge le *Tarn* et l'*Egérie* ont été mis en grande rade. Ces trois bâtiments se disposent à partir pour aller prendre à Marseille deux bataillons du 22^e de ligne qui va relever un des régiments de l'armée d'occupation d'Afrique. »

« Mme de Latour-Maubourg est attendue dans notre ville. Un bateau à vapeur sera mis à sa disposition pour la transporter à Civita-Vecchia, d'où elle se rendra à Rome auprès de son mari. »

« Le bateau à vapeur de la correspondance d'Afrique a embarqué divers objets de campement, des outils pour l'artillerie et le génie, et d'autres effets militaires pour le camp de Stora, où le maréchal Valée a laissé 4,300 hommes de toutes armes. »

« Une balancette doit être envoyée au golfe de Stora pour rester en station ; un ingénieur de la marine doit, dit-on, partir aussi sur ce point afin d'examiner quels seraient les travaux qu'il faudrait exécuter d'urgence pour mettre les bâtiments à l'abri de tout danger. »

« La corvette la *Triomphante*, commandée par M. Pouyer, capitaine de corvette, doit bientôt partir de Cherbourg pour se rendre dans le golfe du Mexique. Elle aura mission, si le cas l'exige, de croiser aux atterages des Antilles, pour y protéger le commerce français contre les corsaires mexicains. »

« La fille de la malheureuse femme Renaud vient d'être placée par la reine dans une pension, où elle restera jusqu'à l'âge de vingt ans ; elle recevra une dot en sortant de pension. »

« M. le président Dupin est attendu samedi soir à Paris. »

« MM. Gaymard et Robert, Français attachés à la corvette la *Recherche*, ont reçu du roi de Suède, le premier, l'ordre de l'Etoile Polaire ; le second, celui de Wasa. »

« On a commencé à placer hier, sur l'esplanade des Invalides, les canons pris sur les Arabes à Constantine. Un grand nombre d'invalides se pressaient autour des travaux d'assise. »

« On annonce la mort de M. le vicomte de Castellane, oncle du lieutenant-général de ce nom, et qui, lui-même, avait été officier des gardes d'honneur sous l'empire. »

« La caisse d'amortissement vient de publier le compte de ses opéra-

tions pendant la troisième trimestre 1858. Il a été racheté, depuis le 1^{er} juillet jusqu'au 30 septembre inclusivement, 188,668 fr. de rentes 5 p. 0/0, qui, au taux moyen de 80 fr. 78 c., ont coûté 5,080,266 fr. 78 c. Les rentes de toute nature rachetées et livrées, à dater du 1^{er} juin 1846, s'élevaient à la somme de 70,477,088 fr., sur lesquelles il en a été annulé 48,020,094 fr. ; reste en rentes inscrites 22,456,994 fr.

Les recettes de la caisse d'amortissement, tant en numéraire qu'en bons du trésor, montent à 1,640,430,984 fr. 80 c., les dépenses à 1,318,504,246 fr. 15 c. L'excédant est, en conséquence, de 121,916,738 fr. 65 c.

— On a établi, à Dresde, des omnibus, afin de rendre plus rapides les communications d'un quartier à l'autre. Tous se dirigent vers le point de départ du chemin de fer.

— M. Battelle vient de publier des documents sur les enfants trouvés. Il résulte que le chiffre des naissances pour toute la France, pendant une période de 25 ans (de l'an 9 à 1833), a été de 35,236,422, dont 2,122,940 illégitimes, c'est-à-dire environ 1 enfant naturel sur 16. La même période de temps offre pour le département de la Seine une proportion bien plus effrayante encore. Sur 984,311 naissances, 310,402 illégitimes, c'est-à-dire environ 1 enfant sur 3. Le nombre des enfants abandonnés est à peu près dans le même rapport. Sur la totalité des naissances en France, on compte 4 abandons sur 100 naissances, ce qui donne, en résumé, pour ce département, un tiers d'enfants naturels et un cinquième environ d'enfants abandonnés.

— Un météore lumineux assez remarquable a été aperçu dernièrement à Langres, du côté du couchant. Il parcourut, en se dirigeant vers la terre, un assez long espace, et éclaira toute la ville de Langres d'une lumière plus intense que celle de la lune.

— Un journal annonce que M. Théaulon, l'un de nos vaudevillistes les plus féconds, est dangereusement malade.

— Le feu s'est manifesté hier à six heures et un quart du soir, au Jardin-du-Roi, dans la partie des combles de la grande serre tempérée qui est occupée par le laboratoire des graines. Les secours hâtés ont été prompts, et malgré la violence avec laquelle l'incendie s'était déclaré, on est parvenu à l'éteindre en une heure de temps. Les richesses inappréciables en végétaux vivants que cet immense bâtiment renferme ont été préservées d'une ruine qui eût été un désastre pour la science.

A l'occasion de la nomination de M. le baron Sers à la préfecture de la Gironde, plusieurs journaux, notamment la *France* et la *National*, ont exhumé une proclamation adressée en 1850 par ce fonctionnaire, alors préfet du Puy-de-Dôme, aux habitants de Clermont. Cette publication est, bien entendu, accompagnée dans leurs colonnes de commentaires malveillants.

Nous ne voulons pas relever ces commentaires. Le langage tenu dans cette proclamation aux habitants de Clermont n'a rien dont puisse se repentir un magistrat chargé du maintien de l'ordre public. M. le baron Sers y exhorte tous les citoyens à se tenir calmes, à fuir les suggestions des artisans de troubles, à rester soumis aux lois. Certes, il n'y avait là rien qui ne fût digne d'un fonctionnaire, au moment surtout où le pouvoir venait de donner l'exemple de la rébellion à ces mêmes lois. C'était tout à la fois du patriotisme et de l'indépendance.

MM. Lafitte et Dupont (de l'Eure) le comprennent bien ainsi, puisqu'en arrivant aux affaires, ils furent les premiers à maintenir M. le baron Sers au poste qu'il occupait.

Mais s'il fallait à l'opposition d'autres gages des sentiments de M. le baron Sers à cette époque, voici une pièce qui pourra les lui fournir. C'est la lettre qu'il écrivit à M. de Peyronnet, ministre de l'intérieur, le 1^{er} août 1850, c'est-à-dire au moment où les ordonnances venaient à peine d'être connues dans le département à la tête duquel il se trouvait placé.

« Monseigneur,

« Si les ordonnances ne sont pas rapportées, je vous prie de proposer au roi mon remplacement. Il n'y a plus, sous le nouveau régime, d'administration possible qu'avec des baionnettes, et je ne m'entends point à mener ainsi une population dont la soumission aux lois était remarquable avant le funeste instant où tous les fonctionnaires ont été placés sous le coup de la plus formidable insurrection qui jamais ait été organisée. »

— Le *Journal de Paris* publie un prétendu projet de loi sur l'enseignement et la pratique de la médecine qu'il a été assez heureux pour se procurer, dit-il, et sur lequel il appelle les discussions de la presse. Nous ignorons par quels moyens il s'est procuré ce projet ; mais nous devons déclarer que le travail qu'il publie, rédigé depuis longtemps dans les bureaux, d'après les vues de commissions antérieures, n'est nullement celui qui est sorti des discussions de la savante commission qui a tenu pendant les mois de juin, de juillet et d'août dernier, un nombre considérable de séances sous la présidence du ministre de l'instruction publique, et qui a posé les bases d'un travail nouveau. Ce travail sera soumis prochainement au conseil d'état. Toutes les questions que la matière soulève y seront traitées et résolues.

— Le *Journal Général* annonce formellement que M. le ministre de l'instruction publique, sur le refus de M. Noiret, professeur de philosophie au collège royal de Lyon, d'occuper la même chaire à la Faculté, a insisté près de lui pour le décider, et l'a même menacé de lui retirer sa chaire du collège. Cette assertion n'a pas le moindre fondement.

(Moniteur parisien.)

Les *Lettres de Versailles* que publie la librairie Delloye, sont le chef-d'œuvre de la typographie. Dans un seul volume, imprimé avec des caractères fondus exprès, sur papier jésus, dans le beau format in-8°, on a réuni une quantité de planches et de bois gravés, représentant des intérieurs, des vues, des bosquets, des scènes historiques, des portraits ; et toutes les gravures ont été exécutées par les meilleurs artistes anglais, d'après des dessins pris sur les lieux. M. Hippolyte Fortoul, qui a été chargé du texte, y a prodigué cette beauté d'imagination, cette grandeur de style, et cette raison élevée que les lecteurs de bons livres viennent d'admirer dans *Simiane*, son premier ouvrage. Il a su rappeler avec tous les ménagements d'un goût parfait, la majesté de son sujet. Jamais le luxe de la typographie n'avait servi d'accompagnement à un plus bel ouvrage.

— Par une décision du 4 et une autre du 14 de ce mois, M. le ministre de l'instruction publique a adopté pour les collèges le *Vocabulaire de la Langue Française*, extrait de la dernière édition du *Dictionnaire de l'Académie*, par M. Charles Nodier, de l'Académie française, et le petit *Dictionnaire de l'Académie Française*, publié par MM. Didot frères, imprimeurs-libraires de l'Institut. Ces deux ouvrages, destinés aux élèves, se recommandent par la supériorité du texte, tiré littéralement du *Dictionnaire de l'Académie*, et par le travail même de M. Nodier qui s'y montre comme toujours grammairien habile, savant, écrivain plein de goût. Ces excellents livres sont imprimés avec une grande correction sur le plus beau papier, et leur prix est extrêmement modéré (voir aux annonces). M. Charles Nodier a joint au vocabulaire une introduction sur l'étymologie, la prononciation et l'orthographe. Ces deux ouvrages sont placés au premier rang des Dictionnaires.

MM. Firmin Didot frères s'occupent depuis plusieurs années d'un *Complément au Dictionnaire de l'Académie*, dont la 17^e livraison est en vente. Ce *Complément* se rattache à l'édition de 1835, revue et corrigée, dont MM. Didot sont les seuls propriétaires, les seuls éditeurs. Il faut le distinguer du *Supplément au Dictionnaire de l'Académie*, publié par M. Barba.

Le *Complément* édité par MM. Didot frères est rédigé sous la surveillance d'un des membres de l'Académie Française, et par des personnes distinguées par leur érudition dans les spécialités diverses des connaissances scientifiques et littéraires. Ce travail éminent appelle l'attention de tous les hommes d'études ; il leur offre de grands secours, puisqu'il forme une encyclopédie de tous les termes technologiques des sciences, arts et métiers ; puisqu'il renferme tous les mots du vieux langage, du néologisme, les mots importants de la géographie ancienne et moderne. Le *Complément* formera, terminé, un gros volume in-quarto, à quatre colonnes ; ce sera un digne complément du *Dictionnaire de l'Académie*, qui est plus que jamais la règle des bons esprits, et dont la dernière édition obtient en Europe un succès éclatant, qui montre que la réputation de notre langue ne s'y est pas affaiblie.

